

EPA ORSA

Département Achats et Marchés - Grand
Paris Aménagement

MARCHÉ PUBLIC

MARCHE DE TRAVAUX

Travaux d'aménagement de la ZAC Thiais Orly Phase 1

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

Date limite de remise des plis

Procédure de passation

Lot 1 VRD : 25-13875

Lot 2 Eclairage public : 25-1376

Lot 3 Paysage : 25-13877

05 mai 2025 à 12 : 00

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures
formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **EPA ORSA**, représenté par Frédéric Moulin Monsieur le Directeur Général qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Représenté par Grand Paris Aménagement

Adresse et coordonnées :

Département Achats et Marchés – EPA ORSA

EPA ORSA

EPA Orly Rungis Seine Amont

2 avenue Jean Jaurès

Choisy-le-Roi

94600

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

Site internet : <https://www.epa-orsa.fr/>










■ Description de la prestation :

Le présent marché porte sur des **travaux d'aménagement de la ZAC Thiais Orly Phase 1**.

L'objet des prestations est détaillé dans le CCTP.

Code CPV	Libellé CPV
Lot 1 VRD	
45233222	Travaux de pavage et de resurfaçage de chaussée
45432112	Pose de pavage
45112500-0	Travaux de terrassement
45112600-1	Déblai-remblai
45232454-9	Travaux de construction de bassins d'eaux pluviales
Lot 2 Eclairage	
45311100-1	Travaux de câblage électrique
45316110-9	Installation de matériel d'éclairage public
45316200-7	Installation de matériel de signalisation
Lot 3 Paysage	
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espace vert
14212410	Terre végétale
45233293-9	Installation de mobilier urbain
45342000-6	Pose de clôture

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Travaux d'aménagement de la ZAC Thiais Orly Phase 1 (94)
 Acheteur	EPA ORSA
 Type de contrat	Marché ordinaire à prix unitaires
 Allotissement	Lot 1 : VRD Lot 2 : Eclairage Lot 3 : Paysage
 Lieu d'exécution	Thiais-Orly (94)
 Délai d'exécution	Lot 1 VRD : 12 mois, période de préparation de 2 mois inclus Lot 2 Eclairage public : 12 mois, période de préparation de 2 mois inclus Lot 3 Paysage : 24 mois, période de préparation de 2 mois inclus et période d'entretien de 12 mois inclus
 Développement durable	Clause sociale – Critère environnemental
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif ;
- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Ce délai de 180 jours est renouvelé automatiquement en cas de négociation et court à compter de la date de réception de l'offre négociée.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit de présenter pour le présent marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements. Si un candidat contrevient aux interdictions susvisées, ses candidatures seront rejetées sans être étudiées.

■ **Variantes :**

Les **variantes** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Pouvoir	<i>Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Déclaration sur l'honneur	Une déclaration du candidat et du membre du groupement indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Attestation d'assurance	<i>Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.</i>
Capacité technique et professionnelle	
Déclaration d'effectifs	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</i>
Références de travaux similaires	<i>Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.</i>
Qualifications professionnelles	<i>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>

LOT 1 : VRD : Il est attendu les qualifications professionnelles suivantes ou des références équivalentes

- FNTF 1131 Ouvrage de technicité courante
- FNTF 216 Dépollution avec ou sans évacuation
- FNTF 2321 Travaux de terrassement courant en milieu urbain
- FNTF 321 assises de chaussée 4=<TC<6
- FNTF 3221 enrobés classiques 4=<TC<6
- FNTF 3421 enrobés classiques chaussée urbaine
- FNTF 343 revêtements en béton hydrauliques
- FNTF 346 pose de bordures et caniveaux
- FNTF 361 Traitement de surface
- FNTF 371 mise en œuvre de produits de marquage routier
- FNTF 5144 Construction de réseaux gravitaires en milieu urbain avec profondeur de tranchée inférieure à 3,50 m hors nappe phréatique

LOT 2 : ECLAIRAGE : Il est attendu les qualifications professionnelles suivantes ou des références équivalentes

- Qualifelec : TN4 Travaux Neufs - indice 4 (plus 50 foyers lumineux par chantier)

LOT 3 : PAYSAGE : Il est attendu les qualifications professionnelles suivantes ou des références équivalentes

- Qualipaysage Aménagements paysagers – Spécialisé
- Qualipaysage Reboisement en milieu Forestier – Spécialisé
- Qualipaysage Entretien d'aménagements paysagers – Spécialisé
- Qualipaysage Elagage – confirmé
- Qualipaysage Fauchage – confirmé
- Qualipaysage Génie écologique - Interventions en milieux aquatiques et en milieux terrestres ouverts ou fermés - Spécialisé

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

A l'appui de leur offre, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement complété et signé électroniquement (format PAdES, XAdES, CAdES)
BPU	<i>Bordereau de prix unitaire- complété aux formats PDF et EXCEL</i>
DQE	<i>Détail quantitatif estimatif complété aux formats PDF et Excel</i>
Mémoire technique	Le MEMOIRE TECHNIQUE sera structure de manière à être analysé sur la base des critères et sous-critères techniques exposés à l'article 4 du règlement de la consultation.
Sous-détails des prix	Sous-détails de tous les prix inscrits au BPU (modèle de GPA à utiliser figurant dans le DCE)

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

<p>Grand Paris Aménagement DJF-DAM – Département Achats et Marchés</p> <p>11 rue de Cambrai - Bâtiment 033 75945 PARIS Cedex 19</p> <p>Pli pour la consultation : Travaux d'aménagement de la ZAC Thiais Only Phase 1 : Lot 1 VRD Lot 2 Eclairage Lot 3 Paysage</p> <p>NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE</p>

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique. **Toutefois, il est fortement recommandé aux candidats de soumettre leur proposition signée.**

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES,

CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES PROPOSITIONS

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération		Descriptif
1. Prix (60 %)		Prix analysé sur la base du DQE
2. Valeur technique (40 %)		Valeur technique
LOT 1 et 3		

Critère et pondération	Descriptif
	<p>- 15% Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation :</p> <p>Présentation sommaire de l'entreprise ou des entreprises intervenantes avec la grille de répartition des travaux en cas de groupement et/ou des sous-traitants éventuels en listant les références en lien avec l'objet du marché</p> <p>Organigramme du chantier avec CV Conducteur de travaux et Chef de chantier avec une sélection de références dans des opérations de même nature et de même importance (maximum 3)</p> <p>Description des équipes nominatives, nombre et qualifications par type de tâches</p> <p>Description des moyens matériels par type de tâches</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 hors C.V et fiches fournitures</p> <p>- 10% Méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet :</p> <p>Note méthodologique synthétisant les enjeux de l'opération et mettant en avant les interfaces, les points critique et les point de vigilance identifiés. Le candidat devra expliciter les principes de gestion de ces éléments.</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 20 pages A4 (hors illustrations)</p> <p>- 8% Note relative aux phasage et délais d'exécution :</p> <p>Phasage détaillé prenant en compte les contraintes de l'opération (jalons, flux, emprises foncières, circulations, interface)</p> <p>Des pistes d'optimisation pourront être proposées par l'entreprise afin de sécuriser les jalons imposés par le MOA.</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 (hors plannings et cinématique).</p> <p>- 7% Note environnementale</p> <p>Note démontrant :</p> <p>- Stratégie et méthodologie de l'approvisionnement et la mise en œuvre en matériaux recyclés (notamment dans les bétons)</p> <p>- Compréhension de la démarche</p> <p>-Méthodologie sur la gestion et le recyclage des déchets de chantier et la traçabilité mise en place</p> <p>- Stratégie et méthodologie de l'approvisionnement et la mise en œuvre en matériaux recyclés (notamment dans les bétons)</p> <p>-Cohérence des réponses en fonction des objectifs fixés par la MOA</p> <p>-Références d'opérations effectuées ayant intégré des enjeux relatifs à l'économie circulaire et retours d'expérience significatifs sur le sujet</p>

Critère et pondération	Descriptif
	Le candidat devra limiter cette partie à 10 pages A4 (hors fiches produits).
Lot 2	
	<p>- 20% Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation :</p> <p>Présentation sommaire de l'entreprise ou des entreprises intervenantes avec la grille de répartition des travaux en cas de groupement et/ou des sous-traitants éventuels en listant les références en lien avec l'objet du marché</p> <p>Organigramme du chantier avec CV Conducteur de travaux et Chef de chantier avec une sélection de références dans des opérations de même nature et de même importance (maximum 3)</p> <p>Description des équipes nominatives, nombre et qualifications par type de tâches</p> <p>Description des moyens matériels par type de tâches</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 hors C.V et fiches fournitures</p> <p>- 12% Méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet :</p> <p>Note méthodologique synthétisant les enjeux de l'opération et mettant en avant les interfaces, les points critique et les point de vigilance identifiés. Le candidat devra expliciter les principes de gestion de ces éléments.</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 20 pages A4 (hors illustrations)</p> <p>- 8% Note relative aux phasage et délais d'exécution :</p> <p>Phasage détaillé prenant en compte les contraintes de l'opération (jalons, flux, emprises foncières, circulations, interface)</p> <p>Des pistes d'optimisation pourront être proposées par l'entreprise afin de sécuriser les jalons imposés par le MOA.</p> <p>Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 (hors plannings et cinématique).</p>

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

	applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations écrites ou orales dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et/ou économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et/ou financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les **3 offres les mieux classées** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales (financière et technique) donnant lieu à un premier classement. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. **Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement.** Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit au travers d'un compte rendu. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	- Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	- Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
Melun
77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Télécopie : 01 60 56 66 10
Site internet : melun.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)